

Informations préliminaires sur le poste

Intitulé du poste	RESPONSABLE TECHNIQUE SECURITE ALIMENTAIRE, NUTRITIONNELLE ET MOYENS D'EXISTENCES
Rattachement hiérarchique	RESPONSABLE DE BASE
Pays / ville d'affectation	CAMEROUN / N'GAOUNDERE
Création / Remplacement (+ nom)	Création
Date d'arrivée souhaitée	15/01/2017
Durée de la mission	10 mois

Informations générales sur la mission

Contexte

Première Urgence Internationale est une Organisation Non Gouvernementale de solidarité internationale, à but non lucratif, apolitique et laïque. L'ensemble de ses personnels se mobilise au quotidien pour couvrir les besoins fondamentaux des victimes civiles mises en péril, marginalisées ou exclues par les effets de catastrophes naturelles, de guerres et de situations d'effondrement économique. L'objectif est d'aider les populations déracinées dans l'urgence, tout en leur permettant de regagner rapidement autonomie et dignité. L'Association mène environ 190 projets par an, dans les domaines de la sécurité alimentaire, la santé, la nutrition, la réhabilitation d'infrastructures, l'eau et l'assainissement et la relance économique. PUI intervient en appui à près de 4 millions de personnes dans 21 pays, en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient, en Europe de l'Est, dans le Caucase et en France.

Crise centrafricaine

Plus de trois ans après le démarrage de la crise, la République Centrafricaine présente aujourd'hui des signes positifs de stabilisation et semble initier un début de sortie de crise. Cependant, malgré la signature des accords de paix à Brazzaville en 2014, l'organisation du Forum de Bangui en mai 2015 (qui a réunit les différentes parties prenantes du conflit et de la société centrafricaine) et la tenue des élections présidentielles dans un calme relatif, la situation reste extrêmement volatile. Les groupes et milices armés sont encore extrêmement présents dans le pays et continuent les exactions et pillages.

Depuis que la crise a éclaté en RCA en décembre 2012, plus de 140 000 réfugiés, majoritairement musulmans, ont traversé la frontière camerounaise au niveau des régions de l'Est et de l'Adamaoua. Après une phase de stabilisation durant le second semestre 2014 et quelques retours spontanés, le HCR estime, dans son aperçu des besoins humanitaires pour le Cameroun, que 253 000 réfugiés centrafricains sont encore présents dans le pays. Si la situation est moins dramatique pour ces populations qu'elle ne l'a été en phase d'urgence durant l'année 2014, elle reste toutefois extrêmement préoccupante avec notamment une couverture des besoins de base partiellement assurée et des conditions en termes de logement ou d'accès à l'eau et assainissement restant préoccupantes et engendrant des risques sanitaires liés à la forte concentration de la population.

En outre, cette vague de réfugiés s'est additionnée au précédent afflux de réfugiés centrafricains entre 2004 et 2011, soit environ 99 000 personnes, installés dans les villages camerounais. Ces réfugiés, dits anciens réfugiés, ont été les premiers à accueillir les nouveaux réfugiés de 2014. Une partie de ceux-ci a été installée dans les sites de réfugiés mis en place dans le cadre de la réponse humanitaire coordonnée par l'UNHCR afin de désengorger les sites frontaliers et assurer une prise en charge efficace des besoins immédiats. A ce jour, 7 sites (Timangolo, Lolo, Mbile, N'Garissingo et Gado à l'Est, NGam, Borgop dans l'Adamaoua) accueillent des réfugiés dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua, regroupant 55% des nouveaux réfugiés.

L'autre partie des réfugiés (45%) s'est installée sur les points d'entrée et dans les villages d'accueil. Néanmoins, à ce jour, l'aide humanitaire se concentre essentiellement sur les sites de réfugiés, et les besoins constatés dans les points d'entrée et dans les villages hôtes restent nombreux, urgents et non couverts. L'installation des nouveaux réfugiés a considérablement accru la pression sur les ressources existantes, et plus particulièrement sur les infrastructures d'approvisionnement en eau, les ressources en bois, les infrastructures publiques (écoles, centres de santé...), ce qui a augmenté le risque de tensions entre les communautés hôte et réfugiée. Au-delà de la situation des réfugiés, la situation structurelle des équipements de base et des pratiques, notamment en terme d'hygiène et d'assainissement, dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua est historiquement mauvaise. La pression supplémentaire des réfugiés dans la zone aggrave encore un peu plus cette situation et a aussi exacerbé les besoins pour les populations locales. L'UNHCR estime ainsi que pour l'Est et l'Adamaoua, ce serait au total (population hôte et réfugiés centrafricains) plus de 740 000 personnes qui seraient en besoin d'une assistance humanitaire (Aperçu des Besoins Humanitaires 2016, Décembre 2015).

Crise nigériane

Depuis 2013, les attaques et exactions du groupe islamiste Boko Haram au Nigéria, en particulier dans l'Etat du Borno, ont forcé plus de 70 000 nigériens à fuir vers le Cameroun. Suite à la déclaration de guerre, par Paul Biya, Président de la République du Cameroun, les incursions de cette secte en territoire camerounais s'intensifient dès mai 2014 et le développement d'actes terroristes sur le territoire camerounais à partir de 2015 dans la zone frontalière avec le Nigéria ont provoqué d'importants mouvements de population

camerounaise en particulier dans les départements du Mayo-Sava, Mayo-Tsanaga et Logone et Chari. En octobre 2016, on compte plus de 180 000 personnes déplacées internes dans la Région de l'Extrême Nord et de nouveaux déplacements et entrées continuent d'être enregistrés. Ces mouvements de la population posent un sérieux problème d'accès aux ressources et aux besoins de première nécessité. La région de l'Extrême-Nord est en outre touchée par une crise alimentaire, nutritionnelle et sanitaire structurelle.

Positionnement / Stratégie de PUI dans le pays

Présente depuis avril 2008 au Cameroun, PUI s'est consacrée à la résolution des difficultés dans les secteurs de la sécurité alimentaire et de l'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement. Les actions ciblent les réfugiés centrafricains installés à l'est du pays depuis 2006 (Régions de l'Est et de l'Adamaoua) et les populations d'accueil.

Les programmes ont évolué afin d'accompagner la progressive autonomie en sécurité alimentaire de ces populations réfugiées centrafricaines, la plupart souhaitant rester définitivement au Cameroun.

Le volet WaSH progresse également vers une stratégie de responsabilisation à différents niveaux (des usagers aux responsables communaux), notamment dans un contexte de décentralisation de la gestion de l'eau de l'Etat vers les communes. Sur le volet accès à l'eau, en parallèle des constructions et réhabilitations de forages une grande part des activités est consacrée à la formation (des usagers, des comités de gestion de l'eau, des responsables locaux techniques et administratifs). Des sensibilisations sur l'hygiène et l'assainissement sont également menées.

L'arrivée de nouveaux réfugiés en 2014 amène PUI vers une réponse d'urgence qui s'oriente vers les points d'entrée frontaliers et les sites d'accueil (camps en retrait de la frontière), à travers des activités de gestion de camps, WaSH, Abris et Moyens d'Existence. En outre, compte tenu du fait que les réfugiés s'installent également dans de nombreux villages de la zone, PUI mène une réponse adaptée à cette configuration. PUI est aujourd'hui gestionnaire des 7 sites de réfugiés centrafricains à l'Est et dans l'Adamaoua et mène de nombreuses activités dans les villages d'accueil de la zone.

En 2015-2016, PUI a élargi son positionnement en ouvrant une base dans l'Extrême-Nord, à Maroua, en réponse à la crise nigériane pour intervenir auprès des déplacés camerounais via des activités SAME et WaSH et des réfugiés nigériens en reprenant la gestion du site de réfugiés de Minawao et une partie des activités WaSH sur le site. L'organisation a également étendu ses activités WaSH auprès des communes accueillant des réfugiés centrafricains dans la région du Nord.

Programmes en cours

Programmes en cours :

- Financement ECHO : Intervention en Eau, Hygiène et Assainissement auprès des réfugiés nigériens (Camp de Minawao) de l'Extrême-Nord du Cameroun.
- Financement ECHO : Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations réfugiées centrafricains et hôtes vulnérables des régions de l'Est et de l'Adamaoua, Cameroun (Abris, Sécurité Alimentaire, Moyens d'Existence)
- Financement HCR : Autonomisation et amélioration des conditions de vies des réfugiés Centrafricains et des populations hôtes vulnérables de l'Est de l'Adamaoua et du Nord site et hors site (Shelter, WaSH, Camp Management).
- Financement HCR : Contribution à l'amélioration des conditions de vies des réfugiés nigériens vivant dans le camp de Minawao (WaSH et Camp Management)

Programmes en attente de validation de financement :

- Financement DEVCO : Appui à 3 communes dans le transfert de compétences pour la gestion durable des systèmes d'accès à l'eau potable intégrant les notions de qualité de l'eau, d'hygiène et d'assainissement – zone d'intervention : Adamaoua
- Financement DEVCO : Réduire l'insécurité alimentaire et nutritionnelle en s'attaquant aux causes profondes de la vulnérabilité et en réduisant l'impact négatif des stress et des chocs dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua en consortium avec d'autres ONG (ACF, CRF, CARE, SI)

Propositions de projets en cours de rédaction :

- Financement HCR : Autonomisation et amélioration des conditions de vies des réfugiés Centrafricains et des populations hôtes vulnérables de l'Est de l'Adamaoua et du Nord site et hors site (Shelter, WaSH, Camp Management).
- Financement HCR : Contribution à l'amélioration des conditions de vies des réfugiés nigériens vivant dans le camp de Minawao (WaSH et Camp Management)

Configuration de la mission

BUDGET PREVISIONNEL 2017	7 MILLIONS D'EUROS
BASES	YAOUNDE, NGAOUNDERE, BATOURI, MAROUA BASES AVANCEES A MOKOLO, DJOHONG, KETTE ET TOUBORO
NOMBRE D'EXPATRIES	19 (en poste)
NOMBRE D'EMPLOYES NATIONAUX	200
NOMBRE DE PROJETS EN COURS	4 (+4 en Développement)
PRINCIPAUX PARTENAIRES	UNHCR, ECHO, DUE
SECTEURS D'ACTIVITES	Sécurité alimentaire, Eau, hygiène et assainissement, Gestion de site, Relance Economique, Réhabilitation et Construction
EQUIPE EXPATRIEE EN PLACE	1 CDM, 1 Adjoint CdM aux Programmes, 1 CAF, 1 Coordo Log, 1 Coordo RH, 1

Description du poste

Objectif global

Le/la Responsable Technique Sécurité Alimentaire, Nutritionnelle et Moyens d'Existence (SANME) du projet financé par l'instrument de financement DEVCO PRO-ACT, est responsable de la planification, de la mise en œuvre, du suivi du projet et de la réalisation des objectifs définis dans la proposition d'opération, et le cas échéant, propose des ajustements ou des développements pour en garantir la pertinence.

Il/Elle mettra en place l'ensemble des outils nécessaires à la mesure d'impact du projet. Il veille à ce que le monitoring soit réalisé dans le cadre et avec les outils définis. Il synthétise l'ensemble des informations et des données recueillies. Il/elle est en contact permanent avec le terrain, les bénéficiaires, les autorités locales et les autres partenaires et acteurs de l'aide humanitaire.

Il/Elle sera chargé(e) de la définition des équipes nécessaires pour l'implémentation des programmes ainsi que de leur formation et de leur suivi.

Il/Elle sera également en charge de la coordination des évaluations concernant le domaine de la sécurité alimentaire sur sa zone et de participer à l'écriture de propositions adéquates.

Responsabilités et champs d'actions

- ▶ **Programmes** : Il/Elle s'assure de la bonne mise en œuvre et du suivi du projet sous sa responsabilité.
- ▶ **Ressources Humaines** : Il/Elle supervise l'équipe de sécurité alimentaire (salariés PUI et journaliers éventuels).
- ▶ **Logistique et administration** : Il/Elle assure le suivi logistique et administratif du/des projet(s) sous sa responsabilité.
- ▶ **Représentation** : Il/Elle représente l'association auprès des partenaires, autorités et acteurs locaux impliqués dans la mise en œuvre des programmes de sécurité alimentaire.
- ▶ **Sécurité** : Il/Elle contribue au respect des règles sécurité sur la base et transmet toutes informations d'ordre sécuritaire à son/sa responsable hiérarchique.
- ▶ **Stratégie** : Il/Elle contribue à l'élaboration de nouvelles interventions sur la base de besoins identifiés.

Objectifs spécifiques et activités associées

1. ASSURER LA MISE EN ŒUVRE ET LE SUIVI DU PROJET

- ▶ Il/Elle s'assure que les bénéficiaires, les autorités communales, administratives, traditionnelles ainsi que les ministères de tutelle connaissent et comprennent les objectifs et leurs rôles dans le projet/s et participent activement à sa mise en œuvre.
- ▶ Il/Elle prépare les outils et méthodologies d'identification des bénéficiaires et la collecte des données de références en début et en fin de projet avec la validation de la coordination.
- ▶ Il/Elle planifie les activités et veille au respect du calendrier d'activités. En cas de retard important pris dans la mise en œuvre du projet, il/elle en informe immédiatement son/sa responsable hiérarchique et propose des solutions pour y remédier.
- ▶ Il/ Elle valide les choix techniques du projet.
- ▶ Il/Elle s'assure de la bonne marche du projet sous sa responsabilité et veille au respect des objectifs définis dans la proposition de projet. Notamment, il/elle suit les indicateurs définis, rend compte à son/sa responsable hiérarchique, signale toute difficulté rencontrée dans la mise en œuvre et propose des améliorations ou réorientations si nécessaire.
- ▶ Il/Elle veille à la mise en œuvre du suivi et/ou d'évaluations, selon les besoins définis par le projet. Il/Elle analyse et transmet à son/sa responsable hiérarchique les informations collectées. Selon les besoins du projet et/ou les informations collectées, et il/elle produit et diffuse des rapports de suivi et d'évaluations aux personnes concernées.
- ▶ Il/Elle s'assure la capitalisation de l'ensemble des documents, outils et formations produits dans le cadre du projet et s'assure que les sources de vérification mentionnées dans la proposition de projet sont disponibles.
- ▶ Il/Elle transmet les rapports internes et externes à son responsable hiérarchique en respectant les délais de validation interne (sitrep, PMT, OFU) et échéances contractuelles externes (rapports de projet/s).

2. SUPERVISER L'EQUIPE SECURITE ALIMENTAIRE, NUTRITIONNELLE & MOYENS D'EXISTENCE

- ▶ Il/Elle prend connaissance du Règlement Intérieur de PUI sur la mission et s'assure qu'il est connu et respecté au sein de son équipe.
- ▶ Il/Elle définit les profils de poste des membres de son équipe, les fait valider par le/la responsable de base et participe activement au recrutement (entretien, test, etc). Il/Elle participe à la décision de mettre fin à un contrat de travail d'une personne de son équipe.
- ▶ Il/Elle accueille et briefe les nouveaux salariés travaillant sous sa responsabilité.
- ▶ Il/Elle encadre, soutient l'équipe sous sa responsabilité.
- ▶ Il/Elle s'assure que chaque personne est évaluée par écrit au moins une fois par contrat et par an, et au minimum avant qu'il/elle ne quitte ses fonctions.
- ▶ Il/Elle met en place les mécanismes de coordination propre à son équipe et organise sa supervision (animation de réunions régulières ou ad hoc).
- ▶ Il/Elle identifie les besoins en formation de son équipe et la complète (appui organisationnel, méthodologique, technique éventuellement, organisation de formations...).
- ▶ Il/Elle met en place des formations en lien avec les besoins opérationnels en SANME et les besoins de formation identifiés.
- ▶ Il/Elle définit l'organigramme de son équipe et le fait valider par le/la responsable de base.
- ▶ Il/Elle assure le renforcement de capacités de son adjoint sur les plans techniques, logistiques, administratifs afin de rendre celui-ci opérationnel sur un poste de RT national en année 2.

3. ASSURER LE SUIVI LOGISTIQUE ET ADMINISTRATIF DU/DES PROGRAMMES SANME

- ▶ Il/Elle adresse ses besoins *programmes* au/à la responsable de base et conformément aux budgets disponibles. Il/Elle prend en compte les contraintes temporelles et logistiques de la mission ainsi que les procédures d'achat propres aux programmes afin de s'assurer que sa demande est réaliste compte tenu des délais d'approvisionnement.
- ▶ Il/Elle contribue à l'analyse des offres fournisseurs pour les achats à forte spécifications techniques (intrants agricoles notamment) et réalise les tests de conformité nécessaires (tests de germination, etc).
- ▶ Il/Elle participe activement à la réalisation des appels d'offre, le cas échéant, en coordination avec le/la Coordinateur/trice Logistique.
- ▶ Il/Elle s'assure, en coordination avec le/la responsable de base, que le stockage des matériels propres à son/ses programmes est approprié.
- ▶ Il/Elle communique au/à la responsable de base de manière hebdomadaire ses besoins en véhicules et matériels de communication pour la mise en œuvre du programme.
- ▶ Il/Elle organise, en coordination avec le/la responsable de base, le volet logistique de son programme (livraison, distribution, stockage sur site, etc).
- ▶ Il/Elle fournit mensuellement au/à la responsable de base l'ensemble des informations nécessaires à l'élaboration du prévisionnel de trésorerie propre à son programme.
- ▶ Il/Elle s'assure de disposer chaque mois du suivi budgétaire à jour du/des programmes sous sa responsabilité, et il/elle participe à l'analyse, détecte les écarts éventuels et propose des ajustements au/à la responsable de base.

4. ASSURER LA REPRESENTATION DE PUI AUPRES DES ACTEURS EN SANME

- ▶ Il/Elle représente l'association auprès des acteurs locaux impliqués dans la mise en œuvre des programmes de sécurité alimentaire et s'assure que de bonnes relations sont entretenues avec chacun d'entre eux (dans le respect des principes de neutralité et d'indépendance de PUI).
- ▶ En accord avec le/la responsable de base, il/elle participe aux réunions de coordination relatives aux questions de sécurité alimentaire quand elles existent et en est un membre actif.
- ▶ En cas de visite Bailleur, il/elle participe activement à la préparation et à la mise en œuvre de la visite.

5. ASSURER LA SECURITE DES BIENS ET DES PERSONNES

- ▶ Il/Elle s'assure que le plan de sécurité est connu de l'équipe sous sa responsabilité et que les règles sécurité sont respectées.
- ▶ Il/Elle contribue à la collecte des informations relatives à la sécurité sur sa zone d'intervention et les diffuse au/à la responsable de base de manière régulière ou ad-hoc en cas d'urgence.
- ▶ Il/Elle s'assure que le/s projet/s, la méthodologie, les critères de sélection ne mettent pas en danger les bénéficiaires, les membres de PUI ou toute autre personne. Il/Elle alerte sans délai le/la responsable de base en cas de mise en danger des équipes ou des bénéficiaires.
- ▶ Il/Elle s'assure que les membres de son équipe et travailleurs journaliers éventuels disposent du matériel de sécurité adapté à leurs activités (par exemple : casques, chaussures de sécurité, gilet de protection, gants...).

6. CONTRIBUER A L'ELABORATION DE NOUVELLES PROPOSITIONS

- ▶ Il/Elle participe à l'identification de besoins en sécurité alimentaire en coordination avec le/la responsable de base.
- ▶ Lors de la définition de nouvelles opérations, il/elle contribue avec le/la responsable de base à la préparation de propositions de projets pour le volet sécurité alimentaire.
- ▶ Il/Elle participe à l'élaboration de la stratégie de la mission.

Encadrement d'équipe

Nombre de personnes à encadrer, fonctions et statut (personnel expatrié / national)

- ▶ Encadrement direct :
 - ▶ 1 Adjoint RT
 - ▶ 1 Technicien Hydraulicien sous la responsabilité fonctionnel du RT WaSH (financé sous d'ordres financements) mais hiérarchique du RT SANME.
- ▶ Encadrement indirect :
 - ▶ 2 Chefs moniteurs
 - ▶ 2 Moniteurs agro
 - ▶ 1 Moniteurs zootechniques
 - ▶ 1 Moniteur Plateformes agropastorales
 - ▶ 1 Sensibilisateur nutritionnel
 - ▶ 1 Moniteur en charge de la structuration des groupements de producteurs
 - ▶ 1 Moniteurs transformation produits agricoles

Profil recherché

Savoirs et Savoir Faire recherchés

	INDISPENSABLE	APPRECIÉ
FORMATION	Ingénieur agronome ENSA ou ENITA	Spécialisation dans le domaine du développement ou sur une thématique « régions chaudes » Gestion de projets
EXPERIENCE PROFESSIONNELLE	X X X 2 ans	
CONNAISSANCES & APTITUDES	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Bonne qualité rédactionnelle ▶ Connaissances en gestion de projets 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Connaissances procédures bailleurs institutionnels (ECHO, DUE, agences UN...)
LANGUES	X	
INFORMATIQUE	X	Statistique, SIG (Map Info, Arc View, etc) Base de données (Access ou autre)

Caractéristiques personnelles attendues (intégration à l'équipe, adéquation au poste et à la mission)

- ▶ Capacité à travailler de façon autonome avec prise d'initiative et sens des responsabilités
- ▶ Bonne résistance au stress
- ▶ Sens de la diplomatie et ouverture d'esprit
- ▶ Bonne capacité d'analyse
- ▶ Organisation et gestion des priorités
- ▶ Force de propositions, recherche de solutions
- ▶ Capacité à travailler et manager de manière professionnelle et mature
- ▶ Capacité à intégrer l'environnement local sous ces aspects politiques, économiques et historiques

Autres

Poste basé à Ngaoundéré

Conditions proposées

Statut

- ▶ **SALARIE** en Contrat à Durée Déterminée

Éléments de rémunération

- ▶ **SALAIRE BRUT MENSUEL** : de 1 815 à 2 145 Euros selon parcours en Solidarité Internationale + majoration de 50€ par semestre d'ancienneté avec PUI

Frais pris en charge

- ▶ **FRAIS PRIS EN CHARGE** notamment transport AR Domicile / Mission, visas, vaccins...
- ▶ **ASSURANCE** comprenant couverture médicale et complémentaire santé, assistance 24/24h, rapatriement et prévoyance
- ▶ **HEBERGEMENT** en maison collective
- ▶ **FRAIS DE VIE** (« Per diem »)
- ▶ **REGIME DE BREAK** : 5 jours ouvrés à 3 et 9 mois de mission + prime de break
- ▶ **REGIME DE CONGES PAYES** : 5 semaines de CP / an + billet A/R au domicile tous les 6 mois